

STATEMENT (300 words):

Bonjour, je parle au nom de la Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar et l'ONG Young Progress.

Comme l'ensemble des pays du monde, Madagascar s'est engagé en 2015 dans l'atteinte de l'agenda 2030 ou ODD (Objectif de développement durable). Cependant, il figure parmi les pays qui n'ont pas pu atteindre les ODD, causé par une longue crise politique qui a duré 05 années (2008- 2013). Actuellement, le pays est toujours marqué par une situation de fragilité politique et il est encore fortement secoué par la pandémie Covid-19 avec un PIB diminué de -4,2% en 2020.

Des efforts ont été entrepris par l'Etat malagasy pour ne pas rater le rendez-vous de 2030. En 2018, Madagascar a fixé sa priorisation pour une meilleure appropriation nationale des ODD en adoptant 64 cibles et 85 indicateurs. Jusqu'ici, le pays a déjà soumis 02 rapports RNV (Rapport National Volontaire), le premier en 2016 et le deuxième celui de cette année 2021.

En analysant les deux rapports, la PFNOSCM et l'ONG Young Progress constatent que dans l'ensemble, le progrès n'est pas toujours palpable car certains ODD censés être accélérateurs ou piliers pour atteindre les autres ODD, à l'exemple de l'ODD 16, demeure dans sa mise en œuvre un principal obstacle. Un dysfonctionnement institutionnel est frappant et l'aspect gouvernance semble occulté.

De même, l'implication inclusive de tous les acteurs pour être représentative à contribuer dans ce rapport RNV n'est pas satisfaisante. La société civile demande à ce qu'elle soit considérée sérieusement comme un acteur valable dans la mise en œuvre et le suivi des ODD, heureusement qu'il y a l'appui du PNUD Madagascar pour mettre en place d'un cadre intégré de la société civile pour la mise en œuvre et le suivi des ODD, c'est une initiative encourageante. Nous réitérons que la contribution effective de la société civile dans l'élaboration du Rapport de l'Examen National Volontaire RNV est primordiale dans la mesure où son expertise contribuerait aussi à la qualité de ce rapport. Le principe inclusif, participatif pour ne laisser personne de côté doit être respecté.

Par ailleurs, sur la question de la réduction des inégalités à l'horizon de 2030, des actions spécifiques sont à déployer pour réduire les inégalités dont l'interpellation pour la révision/élaboration des stratégies ou politiques de protection/promotion des droits – influence pour l'orientation des appuis (financiers et autres) vers les personnes discriminées – influence pour la collecte des données statistiques par secteur et en lien avec les ODD (ie données désagrégées) afin d'attirer l'attention des dirigeants et d'autres intervenants.

Sur la participation de la société civile dans la vie publique, nous aimerons vous partager l'évolution du paysage de la société civile malagasy qui a fortement changé depuis 2015, étant conscient des défis à faire face par rapport à la sortie de crise de l'année 2015. Elle est devenue proactive, de plus en plus organisée et dynamique à travers la formation des alliances ou d'un grand mouvement bien soudé tout en respectant la richesse dans sa diversité. Des plaidoyers, des recommandations, des interpellations se font d'une manière continue et systématique sur les questions d'intérêts publics (gouvernance, transparence budgétaire, lutte contre la corruption, démocratie et élections, foncier, protection des droits humains, espace civique etc...). Des publications ou communiqués sont très visibles à travers les médias et les réseaux sociaux, mais souvent, le pouvoir en place ignore ces actions de la société civile et parfois, il la considère comme son adversaire.

Venons-en maintenant à notre question- quelles mesures seront prises pour élargir l'engagement de la société civile dans le processus d'élaboration des politiques publiques pour les ODD?

Mesdames et Messieurs, honorables assistants nous vous remercions.